

## En Ile-de -France, Terre de Liens épaulé les exploitants de ses fermes

Les Echos | Le 28/08/2015 à 07:00



En Ile-de -France, Terre de Liens épaulé les exploitants de ses fermes - Photo Terre de Liens

### ***La foncière de l'association loue ses terres à de nouveaux agriculteurs et les aide à gérer leurs activités.***

« C'est la quatrième génération de la famille qui cultive sur les terres », confie avec une pointe de fierté Rémi Seingier, paysagiste en passe de reprendre progressivement, avec Claire Bertrand, la ferme de Grand'Maison. Nichée au coeur de la Brie boisée, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Paris, la propriété des sables de Lumigny coule des jours heureux, sous le signe de la transmission. L'année dernière, le couple a émis le souhait de reprendre progressivement la ferme et ses 125 hectares, exploités depuis 1985 par les parents de Rémi, Anne et Pascal Seingier.

Des parcelles louées, pour la plupart, à des propriétaires privés. Et si aujourd'hui le patrimoine de Grand'Maison est toujours intact, il s'en est fallu de peu. En 2007, l'un des propriétaires souhaite mettre en vente sa parcelle des sables de Lumigny. 38 hectares sont en jeu. Pour éviter le démantèlement de la ferme, qui perdrait alors 30 % de sa surface, la famille se tourne vers Terre de Liens. Bonne pioche, puisque, en 2011, la foncière de l'association - une

entreprise d'économie sociale et solidaire - rachète le terrain concerné pour faire perdurer la location aux agriculteurs en place.

## **Diversifier les activités**

« Nous y cultivons encore des produits assez simples en bio ; du colza, du blé, du chanvre que nous vendons à des coopératives ou de la luzerne, fourrage que nous échangeons contre du fumier avec un éleveur du voisinage », précise Rémi Seingier. Il ambitionne aujourd'hui de diversifier les activités de la ferme. L'hiver dernier, le couple a mis en oeuvre une agroforesterie - près de 2.000 arbres plantés sur les 38 hectares.

En Ile-de-France, deux autres fermes Terre de Liens ont ainsi vu le jour, à Milly-la-Forêt (Essonne) et à Toussacq (Sine-et Marne). « Ceux qui se lancent dans l'aventure sont généralement des citadins, qui en ont assez de leur vie bureaucratique et ont besoin d'air », précise Lucie Sourice, chargée des missions de sensibilisation et de mobilisation citoyenne de l'antenne francilienne de Terre de Liens. Pour enrayer les désillusions, Terre de Liens propose une formation pragmatique de neuf jours sur le métier. Equilibre entre vie de famille et dans les champs, conseils sur les circuits de commercialisation ou sur les subventions... Beaucoup abandonnent leur rêve de moissonneuse à l'issue de ce cycle.

Pour les autres, le combat ne fait que commencer. D'abord, l'attente. Une ou deux années, en moyenne, pour instruire les dossiers. Puis la Foncière Terre de Liens entre en jeu. Si elle juge le projet viable, elle puise dans son capital, constitué de milliers de parts d'épargne solidaire, fixées à 103 euros, et rachète un terrain qu'elle louera ensuite au porteur du projet. L'objectif, pérenniser l'agriculture bio et assurer une gestion écologique des biens immobiliers ruraux. En tout, 106 fermes ont déjà bénéficié de cette aide en France. Et l'engrenage a permis à la foncière de récolter, en sept ans, plus de 42 millions d'euros, dont près du quart provient de donateurs franciliens. « Il y a une distorsion entre l'enthousiasme de la collecte en région parisienne et l'implantation de projets là-bas », déplore René Becker, président de Terre de Liens. En cause, le prix du foncier « verrouillé par la profession agricole dominante et le lobbying des céréaliers ».

Seul impératif de l'association, les agriculteurs ne doivent produire que du bio. Pour le reste, elle se défend d'être trop intrusive dans la vie des exploitants de ses terres. « Nous ne leur imposons pas de mode de commercialisation ; ils peuvent choisir de vendre leurs produits directement aux consommateurs ou au supermarché, 5 kilomètres plus loin... », précise René Becker. A Lumigny, on projette même de s'ouvrir à la restauration collective et de recruter bientôt des saisonniers.